

# QUEL AVENIR POUR LES RELATIONS EURO-MEDITERRANEENNES ?

Compte rendu de la conférence du 23 novembre 2005

Thierry Fabre explique la genèse de la publication des ouvrages *Paix et Guerre entre les cultures, entre Europe et Méditerranée* et *Les défis et les peurs, entre Europe et Méditerranée*. Leur parution a été rendue possible par le Réseau euro-méditerranéen en sciences humaines (REMSH ou RAMSES 2), qui travaille en partenariat avec l'IFRI. Il s'organise autour du programme cadre recherche et développement de la Commission européenne (PCRD). L'objectif de ce réseau de recherche est de constituer le domaine des études méditerranéennes comme champ d'analyse comparée à l'instar du domaine des « études européennes » mis en place il y a une vingtaine d'années. Ces livres sont nés à la suite de deux séminaires qui ont eu lieu à Alicante et à Durham en 2004. Le croisement des approches géographiques, ethnologiques, anthropologique... dans l'analyse des relations euro-méditerranéennes est très intéressant. La conférence s'organise selon trois éclairages complémentaires : les questions culturelles d'abord, celles des migrations de populations ensuite et enfin une réflexion sur les perspectives d'avenir du partenariat euro-méditerranéen.

Christian Bromberger commence par souligner les précautions nécessaires à l'utilisation du terme « Méditerranée ». Il existe en effet trois définitions de la Méditerranée qui sont contradictoires :

- tout d'abord, celle de la « convivenza », de la confluence qui imagine une unité du monde méditerranéen en se référant à certaines figures emblématiques ou moments « clés » de l'histoire méditerranéenne ; l'époque des villes-monde du 19<sup>ème</sup> siècle (Beyrouth, Marseille, Alger...) par exemple.
- La Méditerranée de la cacophonie ensuite qui se caractérise par la haine de l'autre manifestée lors des conflits de l'ex-Yougoslavie ou de Palestine. Cette Méditerranée des conflits s'oppose au « lac de sens » tel que défini par Jacques Berque.
- Enfin, la Méditerranée peut être appréhendée sous l'angle des relations de voisinage, des échanges, de la musique (le raï), une Méditerranée du quotidien qui pourrait être un moyen de renouer des relations qui ont été denses à certains moments de l'histoire.

Catherine Wihtol de Wenden s'interroge sur le besoin de migrations de l'Europe. L'espace européen est devenu une des plus grandes régions d'immigration au monde recevant plus d'immigrants que les Etats-Unis, le Canada et l'Australie réunis. La fermeture des frontières des pays de l'UE ne s'est pas accompagnée d'une uniformisation des politiques migratoires des Etats européens malgré une européanisation de la question.

Elle évoque également les avantages d'une ouverture de l'espace européen aux migrants de la rive Sud de la Méditerranée. L'échec de la politique de fermeture se manifeste d'ailleurs par les régularisations massives de sans-papiers, récemment effectuées par les gouvernements espagnols et italiens. L'ouverture des frontières faciliterait les échanges entre les deux rives et serait une solution

aux besoins de main d'œuvre des Etats européens. A contrario, elle serait une menace pour les Etats-providence européens et risquerait de renforcer les mouvements d'extrême droite européens.

Elle souligne enfin le rôle positif joué par les migrants dans le développement de la rive sud de la Méditerranée et dans le dialogue entre le Nord et le Sud.

Ali Ben Saad aborde la question de la réplique saharienne de la faille méditerranéenne. En effet, si la violence de la fermeture de la frontière se manifeste en Méditerranée par 2 000 à 3 000 morts par an, elle bouleverse aussi les équilibres de l'espace saharien. La réponse des migrants du Sud à la stratégie de verrouillage européenne a été le choix de l'opacité et du contournement. On a d'ailleurs pu observer l'utilisation de la route saharienne par des filières asiatiques d'émigration clandestine vers l'Europe. Le Sahara est donc devenu un nouvel enjeu dans les relations euro-maghrébines.

Mais les migrants sahariens ne représentent que 4% des immigrants espagnols, ils sont pour la plupart « provisoirement » dans l'espace maghrébin majoritairement en Libye. Ces migrants précipitent les interrogations des sociétés maghrébines sur elles-mêmes. Ils apportent aussi du « cosmopolitisme » par la réintroduction des langues françaises, anglaises ou des religions chrétiennes au sein des sociétés maghrébines. La réaction des dirigeants de ces Etats est d'ailleurs féroce face à des migrants qui leurs renvoient l'image du traitement qu'ils ont eux-mêmes subi en Europe.

Khadija Mohsen Finan analyse elle la nature des fractures entre Europe et Méditerranée, deux espaces antagonistes qui entretiennent des relations souvent difficiles. On constate que les lignes de fracture se sont déplacées depuis une vingtaine d'années de l'Est vers le Sud et surtout que leur fondement n'est plus d'ordre politique ou économique mais porte sur les valeurs civilisationnelles.

Cette Europe élargie à l'Est donne un sentiment de marginalité aux pays du Sud de la Méditerranée et les relations que ces pays vont avoir avec les pays de l'UE vont être largement dominées par ce qu'on désigne par l'élément sécuritaire sans savoir exactement à quoi cela renvoie.

Au début des années 90, on assistait déjà à une stigmatisation culturelle de l'Occident dans les pays du Sud et en particulier les pays arabes et inversement de l'Islam et des musulmans par beaucoup d'occidentaux. Le sentiment d'exclusion de la mondialisation et de la marginalité ressenti au sein des sociétés de la rive Sud devient plus important encore après le 11 septembre lorsque l'Europe exprime une solidarité inconditionnelle avec les Etats-Unis. Cette solidarité sera d'ailleurs affichée comme celle des démocraties qui mettent en avant une culture commune excluant tout ce qui n'en fait pas partie.

Il s'agit désormais de déterminer si l'Europe est capable - sans les Etats-Unis et en mettant à profit son expérience et sa longue connaissance des peuples méditerranéens - de proposer une autre manière de défendre les valeurs universelles et de concevoir un espace dans lequel les hommes et les échanges auraient leur place. Le projet de Barcelone a en effet été tellement centré sur la sécurité qu'il n'a pu organiser un véritable espace humain.

Pour Dimitri Nicolaïdis, les perspectives d'avenir du partenariat euro-méditerranéen sont inexistantes. L'absence de toute dimension symbolique au sein processus euro-méditerranéen explique en grande partie cette impasse.

L'orientation du processus sur des aspects techniques s'est encore accentuée dans l'après-11 septembre, période de repli identitaire européen. Il faut rappeler que le partenariat euro-méditerranéen, objet politique non identifié, avait été mis en place afin de réaliser deux objectifs contradictoires des Européens : mettre en place un forum multilatéral dans lequel l'égalité entre les membres est la règle d'une part, et développer les échanges dans l'espace régional de la rive Sud sur le modèle européen d'autre part.

Pour sortir de ce dilemme européen et remettre sur pied le processus euro-méditerranéen, il serait souhaitable de définir un agenda post-colonial : revenir à un véritable multilatéralisme, créer des institutions euro-méditerranéennes autonomes, responsabiliser la société civile pour supplanter le manque de légitimité des régimes autocratiques de la rive Sud. Ces mesures devraient *in fine* permettre des avancées concernant le volet politique du partenariat euro-méditerranéen.

Thierry Fabre conclut en insistant sur l'angle d'approche particulier choisi afin d'étudier la question du partenariat euro-méditerranéen qui privilégie la dimension humaine aux aspects économiques et financiers. Il ne s'agit pas de célébrer la mort du processus mais au contraire de permettre une relance qui doit s'appuyer sur une analyse lucide et critique du chemin parcouru. L'audace est en effet nécessaire à l'ambition d'une reprise, d'une refondation d'un processus enlisé. La dimension politique ne doit pas être sous-estimée car le rôle des Européens peut être déterminant comme il le fut pour les sociétés de l'Europe de l'Est dans les années 80. L'action européenne de démocratisation des Etats du Sud ne doit pas se faire sur le modèle américain d'imposition d'un projet démocratique du type « Grand Moyen-Orient ». Il faut au contraire aider les acteurs de l'ouverture politique qui existent dans ces sociétés. La demande démocratique et de libertés publiques existe dans le monde méditerranéen. Sa marginalisation risque de conforter la radicalité politique que l'on veut soit éviter. Le troisième volet du processus de Barcelone, celui de la dimension sociale culturelle et humaine, est à cet égard d'une importance cruciale.